Le pouvoir aux travailleurs

19 JAN. 1995

N° 23

PRIX: 100 F

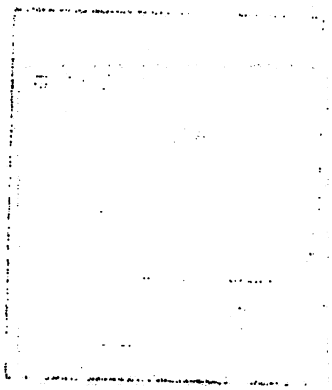
L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Cher camarade lecteur, comme pour tout le reste, les prix des papiers ont augmenté avec la dévaluation. On est désolé d'augmenter le prix de ton journal. Merci pour ta compréhension!

SOMMAIRE	PAGES

EDITORIAL:	
- VIVE LA GREVE DES TRAVAILLEURS DE LA SIR!	2 - 3
- UN EXEMPLE DE L'ENRICHISSEMENT DES PATRONS SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS	4 - 5
- NOUVEAU CODE DU TRAVAIL, POUR UNE AGGRAVATION DE L'EXPLOITATION	5 - 6
- PRIVATISATION DE LA SICF: UN NOUVEAU CADEAU AUX RICHES	7
- CONGRES DU FPI: TENTATIVE DE FAIRE DU NEUF AVEC DU VIEUX	7 - 9
- MESSAGE DE NOUVEL AN DE GBAGBO: CANDIDAT SOI-DISANT VALABLE POUR FAIRE PAYER LES PAUVRES	10 - 12
- CODE ELECTORAL: DES RIVALITES POLITICIENNES ET DANGEREUSES POUR LES CLASSES PAUVRES	12 - 15
- IL Y A 50 ANS, LA CONFERENCE DE BRETTON-WOODS CONSACRAIT L'HEGEMONIE DES USA SUR L'ECONOMIE MONDIALE	15 - 16



VIVE LA GREVE DES TRAVAILLEURS DE LA SIR !

Le 3 janvier, les employés de la SIR (Société Ivoirienne de Raffinage) ont déclenché une "grève illimitée" pour exiger le départ du directeur général Daouda Thiam. Ils en avaient assez de son arrogance et de son mépris à leur égard.

Ce jour-là, tout a commencé par la tenue d'une Assemblée générale extraordinaire, comme l'a expliqué un des délégués du personnel: "Nous avons fait notre A.G. et c'est à la suite de cela que nous avons décidé la grève. Nous avons informé le personnel du fait qu'on nous avait promis que jusqu'au 5 janvier 95, on résoudrait la question du départ du directeur général dont les employés ne veulent plus. Cette revendication s'ajoutait à celles liées aux conditions matérielles des travailleurs. Et à l'approche de cette date fatidique, plus personne au ministère ne se souvient nous avoir fait cette promesse".

Sur le plan matériel, les employés de la SIR reprochaient au directeur général, en plus d'une couverture médicale insuffisante, de leur avoir supprimé des avantages sociaux tels que la prime de logement, la prime de 5.000 francs par enfant et les prêts scolaires. De plus, selon le porte-parole des grévistes, les agents de sécurité logés dans les "cités de la SIR" ont été délogés pour avoir demandé une réduction des loyers à la suite de la dévaluation.

Les négociations engagées depuis plusieurs mois sur ces différentes revendications semblaient avancer un peu, puisque la couverture médicale par exemple est passée de 75 à 80%. Mais ce qui a mis le feu aux poudres, c'est que, selon le quotidien "La Voie", le directeur général aurait dit aux employés: "En 1996, la SIR va fermer ses portes. 12% des agents malades vont mourir bientôt".

Ces propos ont choqué à juste titre les employés qui ne voulaient plus entendre parler de ce directeur général qui, non seulement n'a pas fait pas preuve de la moindre compréhension, mais les a traités, selon son habitude, avec mépris. Ils ont déclaré: "M. Thiam sait que nous sommes malades et il refuse de nous aider; cela signifie qu'il veut notre mort. Le gouvernement devra choisir entre lui et nous s'il veut que la SIR reprenne ses activités".

Au bout de quatre jours de grève, les grévistes ont suspendu leur mouvement en donnant la précision suivante: "La grève ne se poursuit pas, elle n'est pas non plus terminée. Elle est suspendue et le travail est repris en attendant la décision du gouvernement qui ne veut rien arrêter sous la menace. Mais pour sa propre sécurité, le directeur général gagnerait à ne pas venir à son bureau".

Au cours de cette grève, des tentatives ont été faites par certains journaux pour rendre celle-ci impopulaire. Ainsi, par exemple, "Fraternité-Matin" (proche du gouvernement) a affirmé que "sur les 14 entreprises qui payent le mieux leurs employés, la SIR vient en deuxième position". C'est une façon de laisser entendre que les employés de la SIR n'ont pas des raisons de se plaindre et que leurs revendications sont excessives. Quant au journal "La voie" (proche du FPI), il a fait cette mise en garde: "Si la grève illimitée à la SIR perdure, la Côte d'Ivoire connaîtra en trois ou quatre jours au maximum, une grave pénurie de carburant et de gaz". Par cette déclaration, les grévistes sont rendus responsables par avance d'une éventuelle "grave pénurie de carburant et de gaz". Ces journaux ont tenté aussi de discréditer les grévistes en prétendant qu'ils seraient manipulés. Comme s'ils étaient incapables de comprendre leurs propres intérêts et qu'ils prenaient des risques de perdre leur emploi pour satisfaire simplement les ambitions inavouées d'un manipulateur tapi dans l'ombre.

Malgré les pressions des journalistes et des pressions de tout bord, sans compter (évidemment) celles du gouvernement, les grévistes ont tenu pendant quatre jours avant de "suspendre" la grève. Mais il faut souligner que pendant ces quatre jours de grève, ils ont interdit l'accès de la société au directeur général. Ils ont ainsi obligé celui-ci à avaler son arrogance et son mépris. Cela était déjà une satisfaction morale, mais ce n'était pas suffisant. Les grévistes voulaient le départ du directeur général. Ils l'ont finalement obtenu.

En effet, face à la détermination des employés de la SIR, le gouvernement a compris que, pour éviter la reprise de la grève, il fallait profiter de la suspension de celle-ci pour trancher. Une dizaine de jours après l'arrêt provisoire de la grève, le gouvernement a rendu publique sa décision: "le directeur de la SIR est remercié".

Par rapport à leur principale revendication, les grévistes ont donc obtenu une satisfaction totale. Leur grève a montré que les travailleurs peuvent se faire respecter des patrons et faire reculer le gouvernement, quand ils ont confiance en eux-mêmes et qu'ils sont unis dans leur lutte.

UN EXEMPLE DE L'ENRICHISSEMENT DES PATRONS SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS

D'après un rapport produit par le Programme de Gestion Urbain (PGU), plus de la moitié des surfaces d'habitat de l'agglomération d'Abidjan est occupée par "l'habitat spontané" (autrement dit, des bidonvilles) et "l'habitat sur cour" qui n'est rien moins qu'une autre forme de l'habitat précaire. Selon les mêmes sources, 70% des Abidjanais vivent dans ces deux zones d'habitat.

Selon "Fraternité-Matin", datée du 6 décembre, qui a consacré un dossier sur le secteur du logement, "les plus petits prix pour les plus petits logements, proposés par les promoteurs, tournent aujourd'hui autour de 6 à 8 millions". Ces promoteurs ont été "autorisés" à augmenter leurs prix de 30 à 35%, suite à la dévaluation.

Le moins qu'on puisse dire c'est que ces prix sont disproportionnés par rapport aux salaires que perçoivent les travailleurs dans ce secteur. Et encore, on ne peut même pas parler de salaire quand on sait que les travailleurs du bâtiment (ouvriers et manoeuvres) ne perçoivent pas, dans leur grande majorité, un salaire mensuel régulier mais ils sont plutôt payés à la tâche. De telle sorte que les travailleurs ne savent pas ce qu'ils auront à la fin du mois. Ils vivent au jour le jour. Les salaires sont misérables. Les promoteurs payent le plus souvent les manoeuvres à 1000f et les ouvriers à 2000f par jour. Les travailleurs ne bénéficient d'aucune assurance ni de maladie, ni d'accident de travail; d'aucune caisse de retraite; d'aucun congé: c'est l'esclavage au quotidien. Les riches sont prompts à appliquer la loi quand ça les arrange. Ils l'ignorent totalement quand ça ne les arrange pas. Ainsi, ils ne respectent pas le salaire minimum autorisé dans ce pays qui est de 1800f par jour sans compter les différentes primes (déplacement, gratification, précarité, etc) qui sont obligatoires, sans parler des cotisations pour la caisse des retraites que les patrons sont normalement obligés de payer pour chaque ouvrier qu'ils emploient, etc.

Soyons sûrs que quand ces promoteurs, entrepreneurs ou autres banquiers évaluent le prix d'un logement, ils incluent toutes ces charges dans le prix de vente. Cet argent doit donc normalement revenir aux travailleurs qui ont construit le logement. C'est donc du vol pur et simple du travail de l'ouvrier.

Voilà des menuisiers, des manoeuvres, des électriciens, des maçons, des staffeurs, etc, en somme, les vrais bâtisseurs, sans qui il n'y aurait aucune construction. Des travailleurs qui, toute leur vie durant, construisent des belles villas, des quartiers entiers. Mais à la fin de chaque journée, la nuit tombée, ils s'en vont dans leur quartier à pied, tels des bêtes de somme, retrouver leur logement piteux (quand ils ont un logement) où il n'y a le plus souvent ni eau, ni électricité, ni même une nourriture

suffisante pour nourrir les leurs, ni de l'argent pour se soigner en cas de maladie.

Quant aux banquiers, aux promoteurs immobiliers, aux entrepreneurs, ils ne sont là que pour ramasser l'argent qu'ils gagnent en exploitant durement les travailleurs.

Pour tous ces exploiteurs, il n'y a pas de problème. Le gouvernement est là pour représenter leurs intérêts. Ils n'ont pas été oubliés. Ils ont été autorisés à augmenter leur prix suite à la dévaluation. Et ce n'est certainement pas le gouvernement qui va les obliger à respecter l'application de la loi concernant le travail. Non! Le rôle du gouvernement c'est de défendre les intérêts des riches et non d'aller contre leurs intérêts.

Selon le président de la chambre syndicale des promoteurs immobiliers, on construit 12.000 à 13.000 logements par an en Côte d'Ivoire alors que la demande s'élève à 30.000 logements par an rien que sur l'agglomération d'Abidjan. Bien évidemment ce patron n'a compté que ceux qui peuvent payer ce genre de logements. Il n'a pas compté les besoins des travailleurs de se loger correctement. A commencer par les travailleurs du bâtiment eux-mêmes!

Dans ce monde capitaliste, les besoins des travailleurs ne comptent pas et ne compteront pas. Les riches détiennent le pouvoir économique et politique. Ils produisent pour vendre, pour faire des bénéfices. Ils ne produisent pas pour satisfaire les besoins de la population.

Le système capitaliste ne réserve aux travailleurs et aux pauvres rien d'autre que l'exploitation. Pour en finir avec les bidonvilles et la misère, pour changer leurs conditions de vie en utilisant les richesses qu'ils ont créées eux-mêmes, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propre capacité à s'organiser politiquement et à se battre.

"NOUVEAU CODE DU TRAVAIL", POUR UNE AGGRAVATION DE L'EXPLOITATION

Le gouvernement a présenté au parlement, le 12 décembre 1994, en commission de travail, un nouveau code du travail. Sous prétexte de vouloir "réformer" l'ancien code qui date de 1964 pour l'adapter au "contexte socio-économique actuel", l'objectif affiché du gouvernement est d'aider le patronat à s'en prendre de nouveau au salaire des travailleurs.

Rappelons en effet qu'il y a de cela un an, le patronat a

osé diminuer, de fait, d'un seul coup, de 64% le salaire des travailleurs, par une simple combinaison entre une dévaluation de 50% de la monnaie, une augmentation moyenne de 10% de la masse salariale, et une inflation estimée par le gouvernement à 35%.

La bourgeoisie se sent déjà de nouveau la force pour passer à une nouvelle offensive contre les travailleurs. Elle estime aujourd'hui que les travailleurs ont trop de droits, trop de salaires (malgré la dévaluation). Alors elle pousse le gouvernement à enlever le peu de barrière juridique, même formelle, qui pourrait l'empêcher de licencier les travailleurs à sa guise et pouvoir les remplacer par des journaliers encore plus mal payés, sans que les travailleurs puissent avoir recours à une quelconque loi.

Si ce nouveau code du travail passe en application, il permettra par ailleurs au patronat, d'une façon officielle, de payer les travailleurs au tarif qu'il veut sans avoir à tenir compte des histoires des catégories et des taux horaires qui vont avec.

Même le préavis de grève va passer de 2 jours à 6 jours ouvrables. C'est-à-dire tout le temps nécessaire au patronat de faire échouer les éventuels mouvements de grève en préparation.

Le gouvernement pousse le cynisme jusqu'à dire que le nouveau code du travail "s'inscrit dans le programme de modernisation de l'économie nationale".

Alors, qu'un gouvernement bourgeois fasse des lois en faveur des riches, à cela, rien d'étonnant. C'est même son rôle normal.

Ce qui empêche les riches et les gouvernements à leur service d'aggraver les conditions de vie des travailleurs, c'est en fait la peur de la réaction des travailleurs. C'est ce rapport de force qui définit une offensive ou un recul du patronat face aux travailleurs.

Aujourd'hui, le patronat passe à l'offensive. Combien de fois, en effet, les ouvriers n'entendent pas leurs patrons leur crier au moindre mécontentement: "si vous n'êtes pas contents, prenez la porte! Il y a plein de travailleurs qui attendent dehors et qui accepteraient un salaire de 20.000f par mois!"

le nouveau code du travail que le gouvernement veut mettre en application n'est donc que le reflet de ce rapport de force entre le prolétariat et la bourgeoisie qui se sert à fond de la pression du chômage et des menaces de licenciements.

Le système capitaliste, c'est la loi de la jungle. La bourgeoisie a avec elle, bien évidement, la force de l'argent qui lui permet d'écraser les ouvriers. Et quand cela ne suffit pas, le gouvernement au service des riches vient en aide de ceux-ci en renforçant par des lois les moyens d'exploiter davantage les travailleurs.

Pour freiner la soif de profit des exploiteurs, pour avoir des salaires qui permettent de vivre décemment, les travailleurs ont les moyens de faire reculer les exploiteurs et le gouvernement, en unissant leur force et en luttant.

PRIVATISATION DE LA SICF: UN NOUVEAU CADEAU AUX RICHES

En décembre dernier, La SICF (l'ex-Ran) a donc été privatisée. Désormais, elle passera sous le contrôle de la SITRAIL. "800 agents" vont être licenciés non pas "pour que le train aille plus vite" comme l'ironise le journal "la Voie" dans son titre du 14 décembre, mais pour que le profit pour les acquéreurs de l'ex-Ran, dont le plus gros est le groupe français SAGA, "aille plus vite".

En effet la société de chemin de fer ivoiro-burkinabe leur a été cédée pour 15 ans. En prime, les deux gouvernements les autorisent à supprimer 45% des 3300 employés actuels, soit 1485 emplois supprimés (800 licenciements secs et 685 retraites). On apprend par ailleurs que "le renouvellement, l'aménagement et le développement des infrastructures ferroviaires seront financés par les deux Etats. De même pour la réhabilitation et l'acquisition du matériel ferroviaire". Autant dire que la SITRAIL est là pour empocher les bénéfices et les contribuables pour payer les dépenses.

Les deux gouvernements ont peut-être donné leur accord pour licencier 800 personnes et supprimer 685 postes. Mais les travailleurs, eux, n'ont pas encore dit leur dernier mot.

CONGRES DU FPI TENTATIVE DE FAIRE DU NEUF AVEC DU VIEUX

Les 17 et 18 décembre dernier, le FPI a tenu un "congrès extraordinaire" au cours duquel a été adoptée, entre autres, une mesure pompeusement appelée "projet de société". Celui-ci se définit comme "une économie sociale du marché", ou tout simplement, économie capitaliste.

Selon les promoteurs de ce fameux projet de société, il ne s'agit plus -comme le voulait le FPI dans son programme initial- de "nationaliser" des secteurs-clé (ou considérés comme tels) de l'économie, mais de privatiser celle-ci. Partant du constat que "l'économie administrée" a fait faillite partout, aussi bien dans les pays "socialistes" que dans des pays capitalistes comme la Côte d'Ivoire, ils affirment que le rôle de l'Etat n'est pas de diriger l'économie, mais seulement de contrôler les règles du marché "pour que les plus faibles ne soient pas toujours écrasés par les plus forts". Et pour que leur "projet" soit clair et compris de tous, ils citent en exemple, par la bouche de leur secrétaire général Laurent Gbagbo, des pays comme l'Allemagne et la Suède.

Comme le FPI l'a expliqué lui-même au cours de ce congrès, l'adoption d'un "nouveau" programme de gouvernement à la place du précédent s'explique

par "l'évolution du monde, du rapport de force au niveau international et surtout de la situation réelle de la Côte d'Ivoire". Autrement dit, étant donné que la bourgeoisie impérialiste est la plus forte, il faut se soumettre à elle et accepter ses lois et ses règles du marché qui écrasent toujours les plus faibles.

En effet dans le marché capitaliste, les pays pauvres n'ont aucun moyen de faire face à la concurrence impitoyable des pays riches. L'industrie des pays pauvres se réduit à très peu de choses: fabrication de certains produits alimentaires et de quelques rares autres produits, textiles par exemple. De plus, c'est une industrie sous perfusion. Malgré la protection, par l'Etat, de l'industrie locale aux moyens des taxes douanières très élevées ou de la chasse aux produits importés de façon frauduleuse, cette industrie se porte mal. Dans certains pays pauvres, des usines textiles par exemple ferment leurs portes parce qu'elles n'arrivent pas à faire face à la concurrence extérieure. Ici même en Côte d'Ivoire, des sociétés comme SIALIM (qui fabrique des produits laitiers) ou SODESUCRE n'arrivent à survivre que grâce à la haute protection de l'Etat. D'autres entreprises telles que la Sotra sont condamnées à une mort certaine, si elles ne bénéficient pas du monopole.

Pour l'essentiel, les biens de consommation de toutes sortes proviennent des pays riches. Les matières premières sont les seules marchandises que les pays pauvres vendent sur le marché mondial. Nous savons que ces produits bruts rapportent peu de recettes, parce que leurs prix sont fixés par les pays riches. Et avec le peu d'ar- gent tiré de ces ventes, il faut payer au prix fort les produits de consommation - notamment en biens d'équipement, dont ces pays ont besoin. Mais ce n'est pas seulement cet échange inégal qui appauvrit davantage les pays pauvres, il y a aussi le paiement du "service de la dette".

Cette dette est une escroquerie permanente, parce que la dette en tant que telle a été depuis longtemps remboursée. Mais ce sont les intérêts de la dette qui se multiplient sans fin et qui étranglent chaque année, un peu plus, les pays pauvres. Comme le quotidien "La Voie", proche du FPI, l'a rappelé lui-même dans un de ses numéros, "la Côte d'Ivoire débourse par an plus de 400 milliards de notre dette, alors que les recettes (budget général de fonctionnement?) sont de l'ordre de 500 milliards". Le FPI, soit dit en passant, ne proteste même pas contre ce vol éhonté. Au contraire, il s'engage à rembourser la prétendue dette, s'il arrive au pouvoir. Dans ces conditions, on ne peut pas prétendre à un développement de l'économie, si les recettes, une fois une tranche de la dette payée, ne suffisent même pas pour faire face aux dépenses quotidiennes.

C'est ce pillage des richesses à une grande échelle, qui explique l'appauvrissement continu de nos pays. Le FPI le sait, mais il ne dit rien à ce sujet. En revanche, il est intarissable quand il s'agit de critiquer le PDCI: "Au bout de trente ans de gabegie, les ressources de notre pays ont été dilapidées", répète encore tout récemment "La Voie". C'est vrai, il y a une part de responsabilité des dirigeants des pays pauvres, qui détournent

des fonds publics pour leur propre compte. Et il est juste de dénoncer leur "gestion chaotique". Mais ramener le problème du sous-développement à la seule "mauvaise gestion" des dirigeants, c'est voir le drame des pays pauvres par le petit bout de la lorgnette. C'est un peu comme si le FPI dénonce des pickpockets et ferme les yeux sur des pillards et des bandits de grand chemin.

Au fond, c'est délibérément que le FPI a choisi de ne pas parler de l'exploitation capitaliste, de la crise du capitalisme qui engendre le chômage, la misère aggravée par la dévaluation et autres mesures d'austérité présentées comme une solution à cette crise. Parce que le FPI est un parti au service des riches -tout comme son rival le PDCI, et il ne veut pas remettre en cause l'ordre social actuel qui est celui des riches. Il veut maintenir la société capitaliste telle qu'elle est, avec ses injustices, ses inégalités et ses lois injustes pour que les plus pauvres soient toujours écrasés par les plus forts.

La seule chose que le FPI reproche au PDCI, c'est de n'être pas à la place de celui-ci. La politique des deux partis est fondamentalement la même, y compris la privatisation. Le PDCI, sous la houlette de Bédié poursuit la politique de privatisation qu'il a commencée avec Alassane Ouattara, parce que l'Etat ivoirien en a bien besoin pour renflouer sa caisse. Eh bien, à son récent congrès, le FPI a tenu à gommer la moindre différence entre lui et le PDCI en le rejoignant sur ce point. Et quand le FPI prétend qu'avec lui, au pouvoir, il y aura un "changement", il ne cherche qu'à tromper la population, avec ce genre de termes dans lesquels chacun peut y mettre ce qu'il veut.

Car en prenant comme modèle l'Allemagne ou la Suède, il ne vend, au mieux, que des "illusions". D'abord parce que la Côte d'Ivoire est un pays pauvre et qu'elle n'a pas les moyens dont disposent des pays riches. Ensuite, parce que même les pays riches n'échappent pas à la crise de l'économie capitaliste et qu'il y a dans ces pays aussi, des millions de chômeurs, des millions de pauvres dont bon nombre d'entre eux sont sans abri et vivent de mendicité. Cela est par exemple le cas de la France dont le principal dirigeant, Mitterrand est pour Laurent Gbagbo un "modèle en politique" (comme celui-ci l'a déclaré un jour dans une interview accordée au journal français "Le Monde").

Alors si, même dans des pays comme l'Allemagne, malgré leurs richesses énormes, l'économie capitaliste (ou l'"économie sociale de marché", comme le dirait Gbagbo) n'a pas permis d'en finir avec le chômage et la pauvreté qui frappent une fraction non négligeable de la population, c'est un mensonge de prétendre qu'elle permettra à un pays pauvre comme la Côte d'Ivoire de s'en sortir.

Le système capitaliste, même orné de l'étiquette "sociale", n'a pas permis et ne permettra jamais aux pays pauvres de sortir du sous-développement. C'est ce qu'a montré par exemple l'histoire de l'Afrique depuis plus de trente d'indépendance. Il est temps d'en finir avec le cercle infernal de l'exploitation, du chômage et de la misère -en brisant le carcan capitaliste. Mais cela ne peut être possible qu'avec un parti révolutionnaire des travailleurs.

MESSAGE DE NOUVEL AN DE GBAGBO: CANDIDAT SOI-DISANT VALABLE POUR FAIRE PAYER LES PAUVRES!

A l'occasion du nouvel an, Gbagbo a écrit un message publié par le journal "la Voie" du 03 janvier. Ce message s'adresse à la bourgeoisie. Et plus particulièrement à l'impérialisme dont Gbagbo ambitionne d'être un de ses valets à l'échine bien courbée.

"Ivoiriennes, Ivoiriens". "Ensemble faisons le bilan", dit-il. Il n'y a pas d'Ivoiriennes, ni d'ivoiriens! Il y a les riches et les pauvres. Et les riches, fussent-ils ivoiriens, sucent le sang des pauvres. Quant au "bilan", ils ne peuvent pas le faire "ensemble". Parce que les uns gagnent beaucoup d'argent, leurs piscines sont remplies d'eau potable. Alors que les autres, même l'eau dans leur barrique est souvent vide. "Le bilan" est tout fait! Depuis la dévaluation, les travailleurs se sont encore appauvris un peu plus. Et les riches, eux, se sont enrichis. C'était l'objectif même de la dévaluation. Mais ça, Laurent Gbagbo ne le dira pas parce qu'il a choisi de servir les riches!

"Il n'y a pas le moindre signe de libéralisation politique", "que cela concerne la démocratie ou les droits de l'homme", continue-t-il, faisant semblant de pleurnicher.

Quelle "démocratie"? Celle qui consiste à ce que chacun bénéficie au moins du minimum vital? Et non une société où quelques-uns ont tout, au point de ne savoir qu'en faire, pendant que les autres, la majorité, n'aient rien? La "démocratie" qui consiste à ce que les travailleurs décident ensemble, collectivement, dans l'intérêt de la majorité, de l'orientation à donner à l'économie, dans les usines, les chantiers, les quartiers, etc? Non, non! Ce n'est pas de cette "démocratie" là que parle Laurent Gbagbo. Parce que cette "démocratie" là, la vraie, n'arrange pas les riches. Et Gbagbo est avant tout dans le camp des riches.

Ah, il n'y a pas de "démocratie", on a enfermé son "numéro deux" à la Maca? D'accord. Mais alors, qu'est-ce qu'il a fait pour le faire sortir. Rien! Pourquoi? Ne disait-il pas pourtant lui-même dans les années 90 que "la démocratie s'acquiert par la lutte"? Alors, pourquoi n'a-t-il pas dit: "tous à la Maca pour libérer notre "camarade"! Gbagbo a donc changé? Non. C'est que les riches ont tout simplement besoin de la "paix sociale" pour s'enrichir. Hier, Gbagbo pouvait aboyer aussi fort qu'il le voulait, il n'y avait aucun risque majeur pour les riches: il n'y avait pas grand monde qui le suivait. Aujourd'hui, par contre, avec le mécontentement grandissant, ce n'est plus pareil. Il préfère croupir lui-même - ou son N°2 - en prison que de provoquer des troubles sociaux qui pourraient mettre en danger les intérêts des riches, ses maîtres.

En parlant de "la situation en Côte d'ivoire", il pose la question: "comment ça va la côte

d'Ivoire?" pour répondre aussitôt: "elle continue à vivre, il faut d'abord le rappeler". Non ce n'est pas exactement la réalité.

Les riches, eux, oui, ils "continuent à vivre" et même bien! D'autant mieux que les salaires des travailleurs ont été diminués par deux! Les pauvres eux continuent à mourir encore plus qu'avant. Les salaires sont misérables. Les soins sont quasi inexistants. Les quartiers ressemblent de plus en plus à des bidonvilles. Les conditions de vie s'aggravent dangereusement. L'insécurité grandit dans les quartiers des travailleurs. Les enfants des pauvres, quand ils vont encore à l'école, doivent se contenter d'une école au rabais. Ou encore ils deviennent "apprentis" quelque part pour ne pas dire exploités dès l'âge de 7 à 8 ans à trimer 8 à 10 heures par jour. Quand ils ne se transforment pas tout simplement en mendiants et en prostitués au Plateau! Les familles des travailleurs, quant à elles, mangent de moins en moins à leur faim. Oui, c'est la mort qui guette chaque famille des pauvres! Voilà les deux réalités: d'un côté on vit et de l'autre on meurt! Mais ça, ce n'est pas l'affaire des Bédié, des Gbagbo ou autres Wodié.

"La Côte d'Ivoire vit une crise économique profonde". "Différents programmes d'ajustement structurel, appuyés par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) ont été mis en oeuvre en vue de juguler cette crise"... "mais ces programmes, ajoutera-t-il, ont échoué". Que de mensonges!

Tout d'abord, s'il y a "crise", ce n'est pas chez les riches qu'elle se trouve. Il n'y a qu'à voir leur standing de vie. "La crise" leur sert de prétexte pour faire payer les travailleurs. Il faut "restructurer l'économie", disent-ils. Ca veut dire il faut payer. Payer jusqu'à en crever!

Quant à la "Banque mondiale" et au FMI, auprès desquels les Laurent Gbagbo se prosternent tant, ne sont que des banques de la bourgeoisie mondiale, de l'impérialisme! Et comme toutes les banques, elles ne sont pas là pour soit-disant "juguler la crise" mais pour ramasser l'argent sur le dos des pauvres. Quitte à ce qu'ils en crèvent. Et ils ont besoin des serviteurs à la Bédié ou à la Gbagbo, suivant les périodes, suivant qu'il y risque de lutte ou pas, pour leur permettre de piller - "dans la paix" - encore et toujours l'économie du pays. Et il y aura toujours un Gbagbo pour dire que le "programme" du FMI et de la Banque mondiale a "échoué", pour mettre en pratique d'autres "programmes de restructuration". Les Gbagbo sont payés pour ça! Les travailleurs n'ont rien à attendre d'eux.

"Le gouvernement nous promet une croissance de 6%". C'est "impossible", dira t-il. Pourquoi? "Du fait de l'impuissance de nos autorités à susciter les conditions favorables à l'épanouissement de l'économie ivoirienne", répond Laurent Gbagbo.

Tout est dit! Cette phrase s'adresse à la bourgeoisie et à l'impérialisme. Pour ceux parmi les riches qui n'ont pas encore compris, cela veut dire en clair: vous les bourgeois, vous ne voulez pas investir chez nous parce que vous avez peur de ne pas gagner assez d'argent. Vous estimez que les travailleurs ont

trop de salaire, trop de droit dans ce pays. Vous avez raison. Mais le gouvernement actuel, le PDCI plus précisément, est incapable de vous arranger plus que ce qu'il a fait jusque là parce qu'il est usé par un pouvoir trentenaire. Il est "impuissant" d'imposer encore une diminution des salaires aux travailleurs, de peur de déclencher une révolte. Et pourtant, c'est ce dont vous, les bourgeois, avez besoin. Eh bien ce que le PDCI ne peut vous donner, moi je le peux. Nous au FPI, on peut vous servir mieux que le PDCI parce que mon parti n'est pas usé par le pouvoir. Regardez! J'ai les mains encore propres. Je peux vous servir. Je peux dire aux travailleurs, que "pour le pays", "pour le redressement de l'économie nationale", il faut qu'ils acceptent des sacrifices.

"Il n'y aura (pas) de redressement économique, sans instauration d'un pouvoir légitime démocratiquement validé". Voilà la conclusion de Laurent Gbagbo. Seulement il ne nous explique pas. - et pour cause - pourquoi, dans ce cas, il n'y a pas l'ombre d'un "redressement économique" dans les pays tels que le Mali, le Niger, le Bénin, etc, où il y existe "un pouvoir légitimement validé".

Bien évidemment, Laurent Gbagbo est prêt à gouverner avec "toutes les forces politiques". Il a même tenu à préciser que le plus important ce n'est pas "l'étiquette politique".

Pour conclure, Laurent Gbagbo souhaite la "bonne année aux missions diplomatiques et consulaires et aux populations vivant en Côte d'Ivoire". Eh oui, il se prend déjà pour le président de la République. Eh bien, pour notre part, nous souhaitons que les travailleurs réagissent face aux attaques des riches et refusent les sacrifices qu'on leur impose au nom de la crise.

CODE ELECTORAL : DES RIVALITES POLITICIENNES ET DANGEREUSES POUR LES CLASSES PAUVRES

Dans la perspective des prochaines élections générales, prévues en principe pour octobre 95, le gouvernement ivoirien vient d'établir un code électoral. Ce code stipule que les candidats aux élections présidentielles doivent être des Ivoiriens de souche, "nés de père et de mère ivoiriens", ne "jamais avoir renoncé à la nationalité ivoirienne" et "avoir résidé dans le pays de façon continue pendant les cinq années qui précèdent les élections".

L'objectif du pouvoir est manifestement de chercher à écarter de la course présidentielle Alassane Ouattara, l'ancien premier ministre d'Houphouët, dont les partisans viennent de claquer la porte du PDCI, le parti au pouvoir, et de créer un autre parti rival, le RDR, dans le but justement de lui offrir un appareil en vue des prochaines

élections. Ouattara est, dit-on, de père burkinabé. Depuis sa nomination au poste de directeur adjoint du FMI, il vit à Washington.

C'est pourquoi, dès sa parution, ce code électoral a suscité de vives réactions dans le pays, notamment au sein de l'opposition. Le ridicule ne tuant pas, les dirigeants du FPI (Front Populaire Ivoirien), qui courent derrière ceux du RDR pour une éventuelle alliance, considèrent "ce code électoral liberticide, raciste, xénophobe et dangereux" alors que, quand Alassane Ouattara était premier ministre, ils étaient les plus virulents à le traiter de "mossi". Pour le PIT (Parti Ivoirien du Travail), à travers ce code électoral, le parti au pouvoir "veut se réserver la part du lion en multipliant les obstacles pour l'opposition." Mais c'est du côté des partisans d'Alassane Ouattara que vient la réaction la plus vive. Selon Djény Kobina, le dirigeant du RDR, ce code est "porteur de germe de désordres qui peuvent aller jusqu'à l'affrontement".

Nul doute que dans l'attitude des différents dirigeants de l'opposition, il y a une forte dose d'hypocrisie. S'ils étaient au pouvoir à la place de Bédié, il y aurait fort à parier qu'ils agiraient de même, en cherchant à écarter leurs éventuels concurrents par tous les moyens possibles. Mais le risque d'affrontements, surtout ethniques, est réel.

Alassane Ouattara, musulman, homme du nord, bénéficie d'une réelle sympathie d'une frange importante de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, tant celles de son milieu que d'ailleurs. Il jouit aussi d'un soutien certain des milieux financiers des puissances impérialistes, notamment des Etats-Unis. Aux yeux de la bourgeoisie, tant du dedans que du dehors, son passage à la tête du gouvernement a laissé plutôt une bonne image.

Après la mort d'Houphouët, le gouvernement français a pourtant apporté, avec la rapidité que l'on sait, un soutien sans doute décisif à son rival Bédié. Peut-être simplement parce que ce dernier avait la préférence de l'armée et que la France ne voulait pas prendre le risque que celle-ci se divise, en laissant deux crocodiles dans la même mare. Peut-être aussi que, pour dévoué qu'il soit à la bourgeoisie, Ouattara l'est un peu trop à la bourgeoisie américaine aux yeux de l'impérialisme français, jaloux de ses prérogatives en Côte d'Ivoire. Comme il se peut aussi qu'il y ait eu un consensus tacite pour installer tout de suite un Bédié, afin que la période toujours délicate de la transition après la mort du vieux dictateur ne conduise pas à des troubles dans la population, quitte à admettre qu'Ouattara puisse ultérieurement postuler au poste suprême à l'occasion des premières élections.

Le fait est que la clientèle d'Ouattara considère que l'heure est venue pour que leur chef prenne la véritable succession d'Houphouët. Certains d'entre eux assortissent leurs voeux de commentaires du genre: le pouvoir ne peut pas être éternellement entre les mains d'un même clan, celui des Baoulés, des Akoans généralement.

A ethnisme, ethnisme et

demi cependant. C'est déjà en se posant en défenseur des intérêts des Baoulés et des Sudistes face aux intentions des "nordistes revanchards" que Bédié s'est opposé aux velléités d'Alassane Ouattara de succéder immédiatement à Houphouët Boigny. Mais depuis lors, pour enrayer l'influence du camp concurrent dévoué à Alassane Ouattara, celui de Bédié verse de plus en plus dans la démagogie régionaliste ou ethniste. Par le biais des médias de l'Etat, radio, télévision, journaux, mais aussi de meetings publics, il mène une campagne dans ce sens, fait ou laisse croire à la menace d'un danger nordiste contre les intérêts du clan des Akans au pouvoir depuis le début du long règne d'Houphouët Boigny.

C'est ainsi, par exemple, que, à la faveur de la mort d'Houphouët Boigny, quand les luttes pour le pouvoir au sein du PDCI ont abouti au départ d'une partie de la direction, celle de Djény Kobina, défendant ouvertement les thèses d'Alassane Ouattara, le clan de Bédié a fait croire qu'il s'agissait de Nordistes aigris cherchant à supplanter les Sudistes à la tête du pays. C'est la même logique, doublée de xénophobie, qui est à l'origine du code électoral actuel.

Socialement, Ouattara et Bédié représentent rigoureusement la même chose: les intérêts de la bourgeoisie locale et internationale contre les classes exploitées du pays. Du point de vue des intérêts des opprimés, il importe peu que l'un soit un peu plus en faveur de l'impérialisme américain et l'autre, un peu plus en faveur de l'impérialisme français, d'autant que l'un comme l'autre peuvent changer, en fonction du rapport des forces, en fonction des intérêts de leur appareil d'Etat, ceux de la couche dirigeante locale... et plus encore, en fonction de leurs intérêts personnels. Que ce soit l'un ou l'autre qui l'emporte, les travailleurs ne trouveront pas plus facilement du travail, leur salaire ne sera pas plus élevé, et la vie des paysans pauvres ne sera pas moins dure qu'aujourd'hui.

Mais dans le concours de démagogie ethniste que les deux rivaux développent, les classes pauvres, comme toute la société, ont quelque chose à perdre. Le Libéria n'est pas loin de la Côte d'Ivoire, et pas seulement sur le plan géographique. En Côte d'Ivoire certes, les cliques politiques rivales n'agitent pour l'instant la démagogie ethniste que sur le plan électoral. Mais c'est comme cela qu'on commence à creuser des fossés. Et quand le fossé est creusé, le champ est libre pour qu'aux joutes électorales se substituent les affrontements entre bandes armées, voire la guerre civile sanglante et stérile. Et rien ne garantit que les cliques assoiffées de pouvoir à conserver ou à conquérir soient plus responsables en Côte d'Ivoire qu'au Libéria ou au Rwanda.

L'intérêt des classes exploitées est, en tout cas, de rejeter avec mépris toute démagogie visant à opposer les travailleurs ou les paysans pauvres d'une ethnie aux travailleurs ou aux paysans pauvres d'une autre ethnie. Ce sont des divisions artificielles, nuisibles qui, partout où elles ont été aggravées, n'ont apporté aux classes pauvres que la mort, des destructions, qu'une misère plus grande.

La seule opposition qui existe réellement dans la société, et qui est décisive pour l'avenir de celle-ci, est celle entre les riches parasites bourgeois de la société et les classes exploitées dont le travail fait vivre ces riches. Le seul affrontement qui serait fécond pour l'avenir, car il est susceptible de permettre une transformation sociale réelle, dans le sens du progrès, serait celui qui opposerait victorieusement les classes exploitées, toutes ethnies et toutes nationalités confondues, à la bourgeoisie possédante. Et cet affrontement-là pourrait être infiniment moins sanglant que les affrontements ethniques ou nationaux toujours stériles, car pour se libérer, les exploités n'ont nulle raison de viser les vies; ils viseraient les fortunes, les richesses, les moyens de production pour les enlever au contrôle exclusif des riches et pour les mettre sous le contrôle des classes exploitées.

IL Y A 50 ANS, LA CONFERENCE DE BRETTON-WOODS CONSACRAIT L'HEGEMONIE DES USA SUR L'ECONOMIE MONDIALE

En 1944, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les USA ont convoqué une réunion rassemblant des délégués de 50 pays, à Bretton-Woods aux Etats-Unis. Le résultat de la conférence fut le système qui porta la marque de l'hégémonie dominante américaine par l'instauration peu de temps après du dollar comme équivalent monétaire international à la place de l'étalon-or.

L'accord de Bretton-Woods annonça également la naissance du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale.

Officiellement ces décisions avaient comme objectif l'instauration d'un ordre capitaliste international stable pour régler les déséquilibres des balances de paiements.

En ce qui concerne les pays sous-développés, les emprunts contractés auprès de ces organismes furent peu importants pendant les trente premières années.

A partir des années 74-75, dans une situation marquée par la récession de l'économie occidentale, une partie des capitaux "libres" prit le chemin des pays sous-développés et celui de l'Europe de l'Est à la recherche d'un profit qu'elle parvenait de moins en moins à trouver dans les pays industriels eux-mêmes.

Les classes dirigeantes du Tiers-Monde, pour préserver leur enrichissement personnel, leur consommation et honorer leurs achats, ont emprunté des devises à ces organismes et à bien d'autres officines plus ou moins obscures.

Pour les économistes ou pour les plumitifs de toutes sortes, les pays pauvres devaient rembourser les dettes de leurs couches dirigeantes et payer les intérêts par des

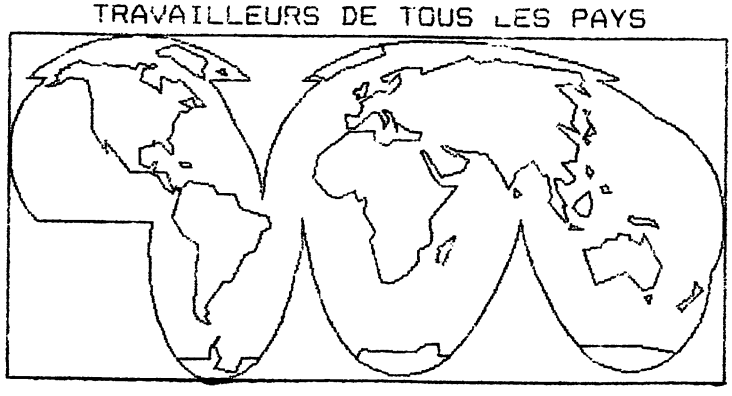
ventes accrues sur le marché international de leurs produits agricoles et de leurs matières premières. Sur cette voie-là, il n'y avait de toute façon qu'une aggravation du sous-développement, car cela signifie favoriser les produits d'exportations au détriment des cultures vivrières, aggraver encore la destruction des économies locales au profit d'une dépendance accrue des marchés internationaux, des fluctuations des prix des matières premières. Mais même cette voie-là a fini par être bouchée.

Il eût fallu une expansion du marché mondial, pour que les pays pauvres puissent seulement espérer se débarrasser de leurs dettes en augmentant leurs productions et leurs recettes d'exportations. Mais l'économie mondiale n'est pas en expansion, même si par moments, des phases de faible reprise relayent la stagnation. Si la spéculation fait, de temps à autre, envoler le prix de certaines matières premières, ces envolées ne profitent pour l'essentiel qu'aux spéculateurs, c'est-à-dire, aux trusts qui dominent le marché mondial des matières premières. A cause des prélèvements qui saignent les pays pauvres, ces derniers ne parviennent pas à rembourser, ni même à diminuer leurs dettes. Ils empruntent pour payer les échéances. Ce qui fait que c'est de plus en plus par le biais de l'usure pure et simple, sans même des retombées sur la production, que l'impérialisme exploite les pays pauvres, c'est-à-dire leurs couches exploitées, car l'appauvrissement des pays pauvres ne signifie pas l'appauvrissement de leurs couches privilégiées ou des serviteurs locaux de l'impérialisme.

Tout le mécanisme des dettes des pays pauvres consiste à obliger les ouvriers à payer par la diminution de leurs salaires réels; à obliger les paysans pauvres à sacrifier une part croissante de leurs ressources, de quoi rembourser les dettes de leurs dirigeants afin d'enrichir les banques occidentales.

Il est temps que les travailleurs de tous les pays s'unissent pour ravir à ces banquiers, aux institutions comme le FMI et la Banque Mondiale ainsi qu'à l'impérialisme qui supervise le tout, la gestion des affaires économiques de la planète.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.